



## RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

# La tutelle institue une cellule de veille

Le ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation et les organisations syndicales viennent de mettre en place une cellule de veille chargée, entre autres, de suivre les dossiers de recrutement des enseignants volontaires.

Selon le ministre en charge du département, Jean-Luc Mouthou, quelque 2488 dossiers d'intégration ont été transférés à ce jour au titre de l'année 2021-2022 dont 1780 arrêtés et 708 décrets.

Page 12



Le ministre Jean-Luc Mouthou

## SANTÉ PUBLIQUE

# Catholic relief services appuie la lutte anti-Covid-19 au Congo



L'association humanitaire Catholic relief services a offert, le 17 mars à Brazzaville, un don d'équi-

pement numérique à la République du Congo. Composée de tablettes et d'ordinateurs, cette dona-

tion devrait permettre au pays de renforcer la surveillance épidémiologique. Réceptionnant le don, le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, a déclaré que « *Catholic relief services ne s'arrêtera pas à la remise de ce don de matériel, car après il faudra la formation des formateurs* ».

Page 7

## EDITORIAL

# Autosuffisance

Page 2

## DÉVELOPPEMENT

# Les Congolaises incitées à l'entrepreneuriat



Une vue des officiels pendant la réunion/DR

Les assises nationales de l'entrepreneuriat ont eu lieu du 16 au 17 mars à Brazzaville. A l'ouverture de celles-ci, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a souligné l'importance de promouvoir l'entrepreneuriat féminin au Congo.

Le thème de cette première édition a été « L'entrepreneuriat au cœur de la relance, de la diversification et de la création de richesses en République du Congo ».

Page 3

## LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

# Une partie de l'opposition rejette les conclusions d'Owando

A travers une déclaration commune rendue publique hier à Brazzaville, le Collectif des partis de l'opposition que dirige Mathias Dzon et la Fédération de l'opposition congolaise présidée par Clément Mierassa ont affirmé que la concertation politique d'Owando était un « non événement ».

Pour ces deux plateformes politiques, beaucoup de questions sont restées irrésolues. Elles proposent par contre «un dialogue national inclusif» qui inscrira à son ordre du jour «toutes les préoccupations auxquelles font face les Congolaises et les Congolais.»

Page 2

## ÉDITORIAL

## Autosuffisance

Longtemps considérée comme la voie de sortie de la dépendance en produits agricoles de première nécessité, l'autosuffisance alimentaire demeure une bataille pour limiter les importations des aliments, réduire l'insécurité alimentaire, vaincre la faim et combattre la vie chère.

La flambée des prix des denrées de base sur les marchés mondiaux s'étant affaiblie, les pays tributaires des importations pour nourrir leur population sont obligés aujourd'hui à un changement de paradigme. Des initiatives pour sortir de cette dépendance se sont avérées infructueuses du fait de la crise financière et sanitaire, mais aussi de l'inadéquation des politiques de gestion des budgets alloués par l'Etat.

Dans ce contexte et en tirant les leçons du passé, le Congo peut engager une véritable révolution agricole. Au cœur des priorités du Plan national de développement 2022-2026, le développement de l'agriculture, un des piliers de la diversification de l'économie. Cela n'est possible que par la mobilisation des moyens financiers pour enclencher sa modernisation et son industrialisation.

L'expérimentation de l'incubateur agricole par le ministère de l'Agriculture, dans le cadre du programme de transformation et de développement de ce secteur vital pourrait, à tout point de vue, servir de déclencheur pour la valorisation du travail de la terre auprès des jeunes ruraux souvent attirés par la ville faute d'occupations.

Le désir, mais surtout l'engagement étant clairement annoncé par les plus hautes autorités du pays, on peut croire que le moment est venu d'innover afin de réussir la transformation agricole et inverser durablement la courbe des importations.

*Les Dépêches de Brazzaville*

## CONCERTATION POLITIQUE D'OWANDO

## Une partie de l'opposition parle d'une « insulte » au Congo

Dans une « Déclaration sur la concertation d'Owando », rendue publique le 17 mars à Brazzaville, le Collectif des partis de l'opposition congolaise que dirige Mathias Dzon ainsi que la Fédération de l'opposition congolaise de Clément Mierassa ont qualifié d'infâme trompeuse la rencontre politique qui venait d'avoir lieu récemment au chef-lieu de la Cuvette.



Les deux plateformes lors de la conférence de presse

« La concertation politique d'Owando est un véritable gâchis et une escroquerie politique. Cette nouvelle rencontre, loin d'obtenir les résultats escomptés, devient une menace de plus pour la paix », ont signifié le collectif des partis de l'opposition congolaise et la Fédération de l'opposition congolaise. « Les lampions se sont éteints à Owando et rien n'en est sorti de bon pour le Congo », ont ajouté les deux plateformes politiques. Pour elles, cette rencontre s'est révélée « une conspiration afin de maintenir au pouvoir le régime actuel dont le passif est historiquement négatif ». Les deux regroupements ont indiqué qu'à l'instar des précédentes concertations, notamment celles de Brazzaville en 2009, d'Ewo en 2011, de Dolisie en 2013, de Sibiti en 2015, de Ouesso en 2017 et de Madingou en 2020, la concertation d'Owando a une fois de plus démontré

le refus obstiné du pouvoir à organiser des élections justes, libres, compétitives et transparentes.

Ils estiment que ces rencontres ne sont en fait que des monologues pour distraire l'opinion nationale et internationale et faire croire à une décrispation du climat politique au lieu de rechercher des conditions d'organisation d'élections crédibles. Pour eux, le résultat reste le même, à savoir pérenniser un système de vote électoral mis en place depuis 2002.

Selon ces deux plateformes, la réforme en profondeur de la gouvernance électorale actuelle n'a pas eu lieu à Owando qui a maintenu le système tel qu'il est, arguant que certains points ont été renforcés, comme le vote des militaires étendu à toutes les élections nationales.

*Jean Jacques Koubemba*

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-  
donnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -  
Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,  
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,  
Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces  
: Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :  
Mildred Moukenga  
Chef de service publicité :  
Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,  
Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville :  
Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubmelé  
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des  
services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon  
Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE  
(INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial  
Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -  
République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),  
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet  
Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -  
République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepeschesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,  
République du Congo  
Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepeschesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## DÉVELOPPEMENT

## Les Congolaises incitées à l'entrepreneuriat

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a présidé, le 16 mars à Brazzaville, l'ouverture de la troisième édition des assises nationales de l'entrepreneuriat qui se tient sur le thème « L'entrepreneuriat au cœur de la relance, de la diversification et de la création de richesses en République du Congo ».

L'objectif des assises nationales de l'entrepreneuriat au Congo est de faire de ce pays un pôle attractif pour les entrepreneurs et de susciter des vocations entrepreneuriales en milieu jeune et féminin, de façon à créer une nouvelle dynamique économique génératrice de croissance et d'emplois.

« La répartition des déclarations par sexe en 2020, à l'instar des années précédentes, indique que 71,1% des déclarations sont faites par les hommes, tandis que 28,9% le sont par les femmes, soit à peine moins d'un tiers », a relevé le Premier ministre. D'où, a-t-il ajouté, l'intérêt des présentes assises qui doivent apporter des solutions aux nombreuses problématiques des thématiques en débat, à savoir l'entrepre-



neuriat féminin : l'agro-business, secteur du développement économique en période de covid-19 et post-covid; les dispositifs d'accompagnement financier pour les petites et moyennes entreprises

et les mesures incitatives en matière de fiscalité dans un contexte de relance et de diversification de l'économie.

Par ailleurs, Anatole Collinet Makosso s'est félicité de la tendance

en hausse de la création des entreprises. Il a soutenu son argumentaire par le fait qu'au cours des deux dernières éditions, l'on a constaté une forte tendance de création des entreprises. En

2017, 1843 entreprises ont été créées; en 2018, 1435; en 2019, 2121 et en 2020, 2303.

Auparavant, la ministre des Petites et moyennes entreprises (PME) et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, a souligné quelques avancées obtenues grâce aux deux précédentes éditions. Il s'agit notamment de plusieurs textes promulgués dans le cadre de l'amélioration de l'environnement législatif et réglementaire, y compris l'introduction de l'arbitrage, mode alternatif de règlement de conflits. Des mécanismes tels que le concours du plan d'affaires, le fonds d'appui au développement et à la compétitivité des PME ont vu le jour et sont fonctionnels, a-t-elle expliqué.

Lopelle Mboussa Gassia

## LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

## Les candidatures féminines estimées à 17% au PCT

Sur 3 311 candidatures actuellement en cours d'examen au comité national d'investissement du Parti congolais du travail (PCT), dans le cadre des élections législatives et locales de juillet prochain, le pourcentage des femmes est estimé à 17% seulement contre 83% pour les hommes.

La secrétaire permanente, chargée de la condition féminine, de l'enfance et de la famille, Esther Ahissou Gayama, a annoncé les chiffres, le 16 mars à Brazzaville, au cours de la célébration en différé de la Journée de la femme militante du PCT.

En effet, cette journée a été instituée en rapport avec le dernier discours de l'ancien président, Marien Ngouabi, le 13 mars 1977, devant les membres de l'Union révolutionnaire des femmes du Congo (URFC).

« De manière générale, il y a eu au total 3 311 candidatures exprimées, soit 83% d'hommes et les femmes 17% seulement. Aux locales, il y a 2 519 candidatures dont 19% de femmes. Aux législatives, sur les 792 candidatures reçues, il n'y a que 13% de femmes. Nous sommes donc très loin de l'objectif de 30% », a-t-elle déploré.

Face à ce constat amer, Esther Ahissou Gayama pense qu'il y a un travail de titan à faire pour emmener petit à petit les femmes à avoir confiance aux lois de la République. « Pour 2022, c'est rater. Nous devons commencer à mettre en place un mécanisme d'éveil de conscience, faire en sorte que les femmes soient sans complexe. La loi nous favorise, le système de quota a été mis en place pour soutenir



les femmes », a conclu la chargée de la condition féminine, de l'enfance et de la famille du PCT, appelant à une prise de responsabilité.

Placée sur le thème « Les femmes du Parti congolais du travail face aux enjeux électoraux de 2022 », la commémoration de la Journée de la femme militante du PCT a été marquée, entre autres, par des témoignages des pionnières de l'URFC et l'exposé sur la devise de l'Organisation des femmes du Congo (OFC) : « Seule la lutte libre ». Les participantes ont aussi suivi un extrait du

discours prononcé, le 13 mars 1977, par Marien Ngouabi, ainsi que la restitution des conclusions de la concertation politique d'Owando.

## Se mobiliser pour assurer la victoire au PCT

Le secrétaire permanent, chargé de l'organisation et de la mobilisation du PCT, Gabriel Ondongo, a rappelé quelques extraits du discours prémonitoire de Marien Ngouabi, centré, selon lui, sur l'éducation de la femme en raison de la place et du rôle qu'elle joue dans la société. « L'éducation

de la femme doit la conduire à sa libération dans la mesure où cette éducation fera de toutes les Congolaises des femmes pleinement responsables dans la marche harmonieuse de leurs foyers. Des femmes pleinement responsables dans l'accomplissement des responsabilités politiques ou administratives à elles confiées au niveau du parti ou de l'Etat », déclarait l'ancien président de la République. « Cette éducation, l'URFC doit la déployer également en direction d'autres couches féminines et tout

particulièrement en direction des femmes qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, n'ont pas pu être alphabétisées », instruisait Marien Ngouabi.

Pour Gabriel Ondongo, l'assassinat du président Marien Ngouabi, quatre jours après cette rencontre avec les femmes, avait plongé le pays tout entier dans une forte émotion et dans un deuil national. « Dirigeantes et militantes de l'URFC, en son temps, et l'OFC de nos jours, ont commémoré autant que possible la date du 13 mars, consacrée par le PCT comme Journée de la femme militante. Soyez-en félicitées et encouragées, car pourrait-on dire le futur se nourrit aussi du passé en termes de repères, pour des meilleures conditions de vie. Dans cette perspective, le PCT reste attaché au développement des droits de la femme congolaise », a-t-il rappelé.

Analysant le thème de cette rencontre, il a appelé les femmes du parti à une grande mobilisation, en vue de la victoire du PCT aux élections législatives et locales de 2022. L'événement se déroulant à quelques heures de la commémoration, le 18 mars, du 45e anniversaire de la disparition de Marien Ngouabi, Gabriel Ondongo a souhaité une participation massive des femmes.

Parfait Wilfried Douniama

## RESSOURCES NATURELLES

## La société civile renforce son engagement sur la gouvernance forestière

L'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) et la Rencontre pour la paix et les droits de l'homme (RPDH) ont organisé, le 17 mars à Brazzaville, une table ronde pour faire un état des lieux relatif à la gestion des écosystèmes naturels afin de favoriser la gouvernance forestière au Congo.

La rencontre visait à mettre ensemble tous les acteurs œuvrant dans le secteur forestier; identifier les nouveaux défis et opportunités d'amélioration; renforcer l'engagement des parties prenantes en créant une synergie.

Les organisations de la société civile ont passé en revue les différents documents sur la lutte contre l'exploitation illégale des forêts et ceux sur les changements climatiques au Congo. « Nous allons identifier les nouveaux défis liés à la gestion de la forêt et entrevoir les opportunités et synergies possibles pour améliorer la gestion durable de nos forêts. Nous allons faire le point des avancées enregistrées par les différents processus en cours sur la gouvernance forestière et partager les informations sur les initiatives », a indiqué Christian Mounzé, responsable du RPDH.

Les forêts du Congo sont au cœur des enjeux climatiques à travers le monde. Ainsi donc, le



Les participants et délégués des organisations de la société civile Adiac

pays a mis en œuvre plusieurs initiatives pour témoigner son engagement à la gouvernance des ressources naturelles et à la gestion durable des forêts au bénéfice de la population.

Au Congo, le secteur forestier contribue à hauteur de 5% du produit intérieur brut (PIB) et il est pourvoyeur de 40% d'emplois. Pour protéger la forêt, le pays s'est engagé dans plusieurs processus qui jouent un rôle principal pour favoriser la gouvernance de ce secteur.

En rapport avec les enjeux mondiaux, « le Congo a adhéré aux processus Forest law enforcement, gouvernance and trade et Réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts et augmentation des stocks de carbone (REDD+) et déploie un système informatique de la vérification de la légalité ainsi que l'approbation du plan d'investissement du REDD+. La lettre d'intention

et le plan d'investissement adopté permet au Congo de mettre en œuvre les programmes d'afforestation et d'agroforesterie ainsi que la contribution déterminée au niveau national dans le cadre de l'accord de Paris sur les changements climatiques », a indiqué Bienvenu Babéla, conseiller administratif et juridique, directeur de cabinet par intérim au ministère de l'Economie forestière. Les forêts du Congo font par-

tie des écosystèmes forestiers du bassin du Congo et couvrent plus de vingt-trois millions d'hectares, soit 69% avec un taux de dégradation de la couverture forestière estimé à 0,05%. Elles jouent un rôle dans la séquestration du carbone, la lutte contre le réchauffement de la terre, la régulation du climat et à la libération de l'oxygène sur la planète terre.

Par ailleurs, « ces écosystèmes ne demeurent pas moins un pilier de développement socioéconomique qui contribue à la croissance du PIB de notre pays et dont la gestion interpelle notre attention dans la mise en œuvre des politiques forestières gouvernementales. Le pays a consacré 12,7 % des forêts à la conservation de la biodiversité au travers des aires protégées », a ajouté le conseiller administratif et juridique, directeur de cabinet par intérim au ministère de l'Economie forestière.

Fortuné Ibara



**AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N°001/2022/AMI DU 18/03/2022  
RELATIF A LA SELECTION DE JEUNES DIPLOMES POUR STAGE PROFESSIONNELS AUPRES DES UNITES DE  
COORDINATION DES PROJETS FINANCES PAR LA BANQUE MONDIALE AU CONGO.**

1. Le Bureau de la Banque mondiale au Congo de concert avec les Unités de gestion des projets a adopté au cours du mois de février 2022, une initiative de renforcement des capacités pour accroître le nombre d'experts techniques sur le marché de l'emploi en République du Congo. Cette initiative qui se décline en effet en un programme de stages professionnels en faveur des jeunes diplômés Congolais. Ce programme a pour objectif de fournir une première expérience professionnelle aux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur tout en les rendant utiles dans l'exécution des activités des projets et favoriser par conséquent l'insertion de ces jeunes dans le milieu professionnel.

2. L'objet du présent appel à Manifestation d'intérêt est de sélectionner de 29 stagiaires professionnels qui devront effectuer leur stage pendant douze (12) mois au sein des unités de coordination des projets financés par la Banque mondiale en République du Congo.

3. La participation au présent avis d'appel à manifestation d'intérêt est ouverte aux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur de nationalité Congolaise, d'âge compris entre 18 et 34 ans au plus tard le 30 mars 2022. Ceux-ci doivent maîtriser l'outil informatique, le français et avoir une connaissance basique de l'anglais. Les can-

didatures féminines sont vivement encouragées. Le programme dudit stage concerne dans un premier temps les domaines suivants : les sciences de la terre, l'environnement, la gestion des ressources naturelles, la sociologie, la foresterie, développement social, et autres domaines similaires.

4. Les qualifications, disponibilités et aptitudes requis pour chaque candidat sont les suivants :

- Être diplômé de l'enseignement supérieur (niveau BAC+5 dans les filières environnement, sociologie les sciences de la terre, l'environnement, la gestion des ressources naturelles, la sociologie, la foresterie, Développement social/ Violence Basée sur le Genre, Passation des marches et autres ;
- Être disponible durant toute la durée du stage ;
- Être ponctuel, assidu et avoir une éthique de travail irréprochable ;
- Être apte à exécuter des instructions avec humilité dans l'esprit d'apprendre et de se développer professionnellement ;
- Avoir un esprit d'analyse et de synthèse, un bon sens de l'organisation, un esprit méthodique, de la créativité et une aptitude à l'innovation ;
- Être capable de travailler efficacement en équipe et sous pression ;
- Avoir une bonne capacité rédactionnelle et d'ex-

pression orale en français ;

- Être discret, toutes informations reçues, photo, articles, documents produits lors du stage devront rester confidentielles et sont de la propriété du projet ;
- Lire, écrire et pouvoir exprimer ses idées en anglais sera un atout majeur ;

5. Au risque de voir son dossier rejeté, chaque candidat devra fournir un dossier comprenant :

- Une lettre de motivation signée ;
- Une copie légalisée du diplôme requis ou attestation.

Seuls les candidats remplissant les critères de qualifications seront conviés au test de sélection. Le dépôt des dossiers de candidature complets rédigés en français ou en anglais doivent être transmis uniquement par voie électronique à l'adresse mail BRAZAVILLE\_STAGIAIRE\_BM@worldbankgroup.org au plus tard 1 avril 2022 à minuit heure du Congo et porter expressément la mention suivante : «AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N0001/2022/AMI/ DU 18/03/2022

RELATIF A LA SELECTION DE JEUNES DIPLOMES POUR STAGE PROFESSIONNELS AUPRES DES UNITES DE COORDINATION DES PROJETS FINANCES PAR LA BANQUE MONDIALE AU CONGO ».

## VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

# Une table ronde sur les viols en milieu Aka

A l'occasion du mois de mars consacré aux femmes, le Musée des Aka, situé dans le cinquième arrondissement de Brazzaville, Ouenzé, a abrité une table ronde sur les violences faites aux femmes et aux filles autochtones en terre Aka.

Organisée par le groupe Ndima que dirige Sorel Eta, en partenariat avec la Fondation Eboko présidée par Vanessa Mavila, la table ronde avait pour but de parler des différents problèmes dont vivent les femmes Aka au quotidien dans leur milieu naturel. L'occasion était toute indiquée pour elles de témoigner des différentes violences dont elles subissent, notamment des violences psychologiques, physiques, sexuelles. Des témoignages très édifiants.

« Les gens ne savent pas ce que les femmes Aka vivent au quotidien. D'habitude, c'est nous les chercheurs qui venons en ville parler de ce qu'elles vivent. La différence ici c'est que les femmes Aka ont eu le courage de parler, de dire même ce que certaines femmes bantoues ne pourront pas dire, notamment ce qu'elles subissent sur les viols. Cela ne les gêne pas parce que c'est devenu culturel... », a fait savoir Sorel Eta.

Abordant le volet violences conjugales, le porte-parole de la fondation Eboko, Nathan N'Koudi, pense qu'il y a une forme de vie qui exige la sensibilisation et l'éducation des autochtones. Ces violences entraînant ipso facto le volet juridique, Larissa Ondzié Ongoni, juriste de formation, a fait savoir que le Congo est le seul pays en Afrique qui a prévu une loi en matière de traitement et de gestion de la population autochtone avec des garanties, notamment la loi 5/2011 du 5 février 2011 portant promotion et protection des droits des peuples autochtones. « Cette loi a été suivie de sept décrets et interdit d'ap-

peeler les peuples autochtones de pygmées. Car cela est considéré comme une insulte, sanctionnée sur le plan pénal. Cette loi précise aussi les droits que les peuples autochtones ont, c'est-à-dire les mêmes droits que les bantous, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte des Nations unies, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981, qui font partie intégrante de notre corpus dans la Constitution. Comme quoi, les peuples autochtones ont les mêmes droits que les bantous », a martelé Larissa Ondzié Ongoni.

### Un rapport de complexité entre autochtones et bantous

Pour la juriste, à l'issue de cette table ronde, le constat est qu'il y a encore entre les bantous et les peuples autochtones un rapport de maître et d'esclave. Cela est prouvé à travers les témoignages des femmes autochtones qui ont des maîtres qui les exploitent sans les rémunérer. Ils ont une pratique qu'ils appellent "Makumu" au cours de laquelle un violeur plonge des femmes autochtones dans un sommeil profond et abuse d'elles sexuellement, sans que ces dernières ne soient curieusement choquées.

En effet, Angélique, autochtone, a témoigné avoir vécu des viols plusieurs fois mais et en parle d'une façon tellement naturelle parce que chez elle, cela devient presque culturelle, a souligné la juriste. Larissa Ondzié Ongoni pense que ces femmes doivent être éduquées, sensibilisées par rapport à leurs droits. « Ces



Des femmes autochtones Aka posant avec les organisateurs et participants à la table ronde/Adiac

femmes ne doivent pas prendre le viol comme quelque chose de naturel, parce que le viol sur le plan juridique est sanctionné par la loi. Au Congo, il y a la loi Emilienne-Mouebara du 2 mars 2022, une loi historique portant lutte contre les violences faites aux femmes, qui a été approuvée par les deux chambres du Parlement congolais. Nous devons aussi sensibiliser, éduquer les chefs de village. Nous attendons donc la promulgation et la divulgation de cette loi. Il en est de même pour la loi de 2011 portant protection des peuples autochtones. Les chefs de village qui jouent les bons offices doivent être éduqués et sensibilisés également sur cette

loi », a conclu la juriste.

Arrivée au Congo il y a trois ans, Thérèse Barateau, qui se sent chez elle, estime que ce qui a trait à ce pays l'intéresse. D'où, sa participation à cette table ronde sur les femmes et filles autochtones. « J'ai beaucoup apprécié la table-ronde parce que j'ai appris énormément de choses qui m'ont un peu choqué sur les rapports qui existent entre les bantous et les autochtones. Je pense que cette conférence va donner de la matière aux juristes qui ont un travail remarquable. Les bantous qui ont des a priori terribles sur les autochtones, devraient les respecter », a souligné Thérèse Barateau à l'issue de la table-

ronde.

Notons que quelques jours auparavant, la fondation Eboko et l'Union des femmes africaines pour la paix, présidées par Vanessa Mavila, avaient organisé une table ronde à l'amphithéâtre du lycée de la Révolution, sur le thème « Au-delà des larmes et de la douleur; la reconstruction ». Le but de cette conférence a été de donner la possibilité aux victimes de toutes sortes de violences de s'exprimer et d'emmenner les jeunes et tous ceux qui commettent ces exactions à ne plus tomber dans ces travers mais plutôt à prôner la paix.

**Bruno Okokana**

## DROITS DES FEMMES

# La Congolaise invitée à briser la stigmatisation

Une causerie-débat a regroupé, le 16 mars à Brazzaville, des femmes évoluant dans les différents conseils consultatifs nationaux. Au cours de celle-ci, le souhait a été émis de voir les Congolaises émerger dans tous les domaines de la société.

Organisée par le secrétariat exécutif du Conseil consultatif de la femme, la causerie-débat s'inscrivait dans le cadre de la célébration, en différé, de la Journée internationale des droits des femmes, sur thème « Le regard de la société congolaise sur l'accès des femmes aux instances de prise de décision ».

L'objectif de la rencontre consistait à donner la parole aux femmes sur la conception de la société. Les participantes ont salué l'initiative du Conseil consultatif de la femme, avant de demander aux filles et femmes congolaises de continuer à s'imposer « positivement » et marquer leur présence. La secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme, Antoinette Kebi, a retracé l'historique de l'instauration de la journée



de 8 mars au niveau international et national. Elle a également rendu un vibrant hommage aux Congolaises qui impactent ou ont

impacté positivement leur environnement.

Selon elle, la présence ou la nomination des femmes aux postes

Des participantes à la causerie-débat/Adiac de prise de décisions est remarquable mais, beaucoup reste à faire. « Chacune de nous doit s'interroger sur sa contribution

dans la société. La femme est au cœur de la vie sociale, alors prenons-nous en charge malgré les difficultés. Chaque femme doit impacter dans son domaine de prédilection car nos habitudes et nos attitudes comptent beaucoup », a-t-elle signifié.

Elle a, par ailleurs, déploré le fait que les femmes actuelles continuent à se minimiser au lieu de suivre les pas de leurs aînées qui ont combattu pour leur émancipation.

Notons qu'au terme de la causerie-débat qui s'est déroulée dans l'enceinte de la Maison de la société civile, une séance de questions réponses a permis aux participantes de comprendre les différentes lois allant dans le sens de la protection de la femme.

**Rude Ngoma**

**AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET**

Réf: AMI/FORAGE/202203-01

Dans le cadre de son programme « Renforcement des capacités de la Croix-Rouge Congolaise pour une amélioration durable de la santé et de l'accès à l'éducation dans le Pool » financé par la Délégation de l'Union Européenne (DUE), la Croix-Rouge Française en partenariat avec la Croix-Rouge congolaise souhaite contractualiser un ou deux prestataires pour les travaux de réalisation de sept (07) forages d'eau potable équipés de pompes à motricité humaine et de réalisation de deux (02) mini adductions (forages avec système gravitaire) reparti en deux (02) lots comme suit :

LOT N°1 : Réalisation de sept (07) forages d'eau potable équipés de pompes à motricité humaine

LOT N°2 : Réalisation de deux (02) mini adductions (forages équipés de pompes électriques avec système de distribution gravitaire)

Nous invitons les entreprises souhaitant soumissionner à l'un ou aux deux lots à venir retirer un dossier à la Croix-Rouge Française au plus tard le 25/03/2022 à 16h30 minutes (heure du Congo) à l'adresse suivante 'muni d'une clé USB' :

Croix-Rouge Française :  
Congo-Brazzaville, 132, Avenue Maréchal Lyautey en face du CHU  
Téléphone : +242 05 594 06 79 / +242 05 206 62 22

Une visite de sites obligatoire est organisée à parti du 28/03/2022.

La remise des dossiers d'appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) est fixée au 22/04/2022 avant 16h30min.

**AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET**

Réf: AMI/LATRINE/202203-02

Dans le cadre de son programme « Renforcement des capacités de la Croix-Rouge Congolaise pour une amélioration durable de la santé et de l'accès à l'éducation dans le Pool » financé par la Délégation de l'Union Européenne (DUE), la Croix-Rouge Française en partenariat avec la Croix-Rouge congolaise souhaite contractualiser un ou deux prestataires pour :

Les travaux de réalisation de dix (10) blocs latrines VIP à double fosse

Nous invitons les entreprises souhaitant soumissionner à cet Appel à Manifestation d'Intérêt à venir retirer un dossier à la Croix-Rouge Française au plus tard le 25/03/2022 à 16h30 minutes (heure du Congo) à l'adresse suivante 'muni d'une clé USB' :

Croix-Rouge Française :  
Congo-Brazzaville, 132, Avenue Maréchal Lyautey en face du CHU  
Téléphone : +242 05 594 06 79 / +242 05 206 62 22

Une visite de sites obligatoire est organisée à parti du 28/03/2022.

La remise des dossiers d'appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) est fixée au 22/04/2022 avant 16h30min.



Catholic Relief Services – Programme de la République du Congo  
Près de l'école Rémo  
Centre-Ville, Brazzaville, République du Congo  
Tel : 00242 04 058 45 09

**AVIS DE RECRUTEMENT : Chargé(e) de l'Entrepôt****Catholic Relief Services, USCCB, « CRS » recrute un(e) Chargé(e) de l'entrepôt.**

Les dossiers de candidature comportant :

- Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)
- Une lettre de motivation adressée au Représentant Resident, en mentionnant le poste concerné,
- Les copies des diplômes,
- Certificat de travail/attestation d'employeur,
- Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité.

Doivent parvenir au plus tard le 30 mars 2022 à l'adresse email suivante : CG\_HR@crs.org avec comme objet du message : « Chargé d'entrepôt » ou encore par le biais de l'ACPE.

Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

DESCRIPTION DE POSTE DE CRS  
Titre du poste : Chargé d'entrepôt  
Département : Chaîne d'approvisionnement (Supply Chain Management)

Échelon : 6  
Superviseur immédiat : Warehouse Manager  
Pays/lieu : République du Congo, Brazzaville et Pointe Noire

Études et expérience requises  
-Baccalauréat exigé. Formation en administration, comptabilité, achats, gestion générale des stocks souhaitée.  
-Minimum de 2 ans d'expérience professionnelle dans l'inventaire ou la coordination d'entrepôt, de préférence dans une organisation internationale.  
-Connaissance et compréhension des pratiques de gestion et de contrôle d'inventaire.  
-Capacité à gérer des ouvriers manuels  
-Maîtrise des logiciels MS Office (Excel, Word). Une expérience des systèmes de gestion des bases de données (par ex. Access) est un plus.

La description complète du poste est également disponible sur le site [www.emploi.cg](http://www.emploi.cg)

**VISITEZ LE MUSEE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO**

de LUNDI  
à VENDREDI (9h-17h)  
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

Musée  
du Bassin du Congo

galerie CONGO  
ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition  
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo.

## SANTÉ PUBLIQUE

## Catholic relief services appuie la lutte anti-covid au Congo

L'association humanitaire Catholic relief services (CRS) a remis, le 17 mars à Brazzaville, un don d'équipement numérique au Congo afin de booster la dynamique de la surveillance épidémiologique à base communautaire.

Le don a été remis officiellement par le représentant résident du CRS au Congo, Amakala Constantin Sodio, au ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki. Il vise à renforcer la promptitude et la complétude des données covid-19 et des autres épidémies, a expliqué le représentant résident dans son mot de circonstance.

D'une valeur de 64,2 millions FCFA, le don est acquis pour la mise en œuvre de la subvention C19RM, un mécanisme de riposte à la covid-19 mis en place par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Il est composé de cinq cents tablettes et trente ordinateurs. Les tablettes consistent à étendre le réseau de surveillance épidémiologique aux structures du niveau intermédiaire et opérationnel



telles que les directions départementales des soins et service de santé, les districts sanitaires, les formations sanitaires et les structures communautaires. Par contre, les ordinateurs permettront de faciliter la production et l'analyse des données factuelles de qualité en vue d'une prise de décision prag-

matique dans la planification et l'évaluation de l'épidémie. Parmi ceux-ci, cinq seront destinés au Laboratoire national de santé publique.

« C'est un acte symbolique certes, mais c'est aussi une occasion pour saluer l'engagement de tous les partenaires du Projet C19RM qui ap-

puient les efforts du gouvernement dans la lutte contre la covid-19 », a déclaré Amakala Constantin Sodio, ajoutant: « Ce projet nous offre également une opportunité exceptionnelle de contribuer directement à la mise en œuvre de la stratégie de riposte au coronavirus au Congo ».

Pour le ministre Gilbert Mokoki, la donation vient à point nommé car la covid-19 sévit encore dans le monde. Selon lui, le matériel acquis est essentiel et permettra de doter les agents communautaires.

« Je remercie le CRS d'avoir pris l'engagement de participer à la riposte à la covid-19 que le gouvernement mène depuis deux ans. Le CRS ne va pas s'arrêter qu'à la remise de ce don de matériel car après cette phase de dotation, il faudra la formation des formateurs afin de former à leur tour des agents communautaires », a-t-il indiqué.

Par ailleurs, le ministre a formulé le vœu à l'association humanitaire Catholic relief services de continuer dans cet élan promettant l'utilisation à bon escient du matériel reçu.

**Lydie Gisèle Oko**

## EMPLOI

## L'inégalité entre femmes et hommes reste préoccupante au Congo

Il existe des métiers à domination masculine et ceux réservés à la gent féminine qui renforcent l'inégalité de revenus entre l'homme et la femme. Un nouveau rapport de la Banque mondiale, publié le 17 mars, encourage les jeunes filles à pratiquer les métiers « réservés aux hommes », tels que le bois, la mécanique automobile, l'électricité, la construction, la conduite..

Les femmes congolaises sont désavantagées sur le marché du travail, en raison de nombreuses contraintes liées aux normes sociales, au manque d'informations et de sensibilisation aux secteurs concernés, au temps et à un accès restreint au capital. Toutes ces contraintes empêchent les femmes d'intégrer des secteurs d'activité dominés par les hommes ; les gens ont tendance à se concentrer dans des emplois et des secteurs économiques différents.

Le rapport sur la ségrégation professionnelle entre les hommes et les femmes de la Banque mondiale, mené par le Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes, a permis d'évaluer l'impact sur le genre et l'emploi des jeunes en République du Congo. Les enquêteurs se sont focalisés, d'une part, sur le rôle que pouvait jouer la rémunération spécifique par métier sur le choix d'une profession et, d'autre

part, sur le poids des normes sociales et la discrimination anticipée dans les métiers dominés par les hommes.

Pour l'économiste à la Banque mondiale, Léa Rouanet, qui a participé à l'étude, la probabilité de choisir l'un des métiers à forte rémunération augmente de 76,8% chez les hommes et de 185,8 % chez les femmes. Le rapport renseigne que les femmes sont à 28,6 % plus susceptibles de postuler pour une formation dans un secteur traditionnellement masculin quand elles reçoivent des informations sur la bonne rémunération liée au métier.

« Il existe un fort potentiel pour les interventions associant la communication d'informations sur les revenus et la sensibilisation à un métier. Dans notre étude, l'impact de l'information sur les revenus, sur le choix du métier, est presque quatre fois plus important chez les

femmes qui avaient au préalable une expérience ou des connaissances techniques, et trois fois plus important chez celles qui avaient un modèle », a indiqué l'experte de la Banque mondiale.

Cette étude a été publiée dans le cadre de la revue des performances du portefeuille de la Banque mondiale et de la semaine de partage de connaissances, un moment d'échanges avec les autorités congolaises sur les projets financés par la banque. Parmi les onze projets nationaux financés par l'institution de Bretton Woods figure le Projet de développement des compétences pour l'employabilité (PDCE) ciblant dix mille jeunes de 17 à 30 ans à Brazzaville et Pointe-Noire. Le PDCE contribue au renforcement des compétences à l'emploi et à l'entrepreneuriat des jeunes vulnérables des deux grandes agglomérations du pays.

**Fiacre Kombo**

## PAIX ET SÉCURITÉ

## L'Angola appelle à la résolution des conflits en Afrique

« Les problèmes d'insécurité sont encore nombreux et nécessitent une approche globale et concertée de l'Union africaine et de chacun de nos pays », a déclaré le chef de l'Etat angolais lors d'un dîner officiel offert, le 15 mars, par son homologue capverdien, José Maria Snows.

De l'avis du président João Lourenço, il s'agit d'un « grave danger » pour les efforts de développement dans lesquels l'Afrique est « résolument engagée ». L'impact négatif de tels événements ne se limite pas aux lieux où ils se produisent, car leurs effets néfastes ont de larges répercussions sur tout le continent, a-t-il estimé. C'est pourquoi, a souligné le président angolais, « nous devons mettre toute notre attention, notre énergie et nos efforts » dans la recherche de solutions aux problèmes du Sahel, des Grands Lacs, de la zone australe et de la Corne de l'Afrique.

Selon João Lourenço, on ne peut pas agir avec indifférence face aux changements anticonstitutionnels successifs de gouvernement par des interventions militaires qui se produisent avec une fréquence inquiétante.

« Pendant des décennies, le continent a été le théâtre de périodes d'instabilité dues à des guerres, à des motivations ethnico-tribales, à l'intégrisme religieux et à des questions raciales, comme le cas du régime d'apartheid, et même dues à des interventions militaires extérieures », a-t-il rappelé.

Cette situation, a-t-il ajouté, est en grande partie responsable du retard économique de l'Afrique, des taux de chômage élevés, du manque d'infrastructures et, par conséquent, des flux fréquents de réfugiés.

Le chef de l'Etat angolais a également défendu l'importance d'un prochain sommet sur le terrorisme à l'échelle continentale, qui se tiendra à Malabo, la capitale de la Guinée équatoriale, du 28 au 29 mai prochain, afin « d'identifier et d'adopter un ensemble de mesures appropriées pour faire face au fléau ».

**Yvette Reine Nzaba**

## TECHNOLOGIES

## Le salon Osiane 2022 dévoile ses principaux axes

Le comité d'organisation de la sixième édition du salon international des technologies de l'information et de l'innovation (Osiane), prévue à Brazzaville du 26 au 30 avril sur le thème « Engageons-nous pour les transformations durables », a brossé le 16 mars le tableau des principales activités, lors d'une conférence de presse.

Organisé tous les ans par l'ONG Pratic depuis 2017 avec l'appui constant de l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (Arpce), comme partenaire de premier plan, Osiane impulse une dynamique nouvelle dans cette zone d'Afrique centrale en favorisant les interactions entre les différents acteurs aptes à mener la réflexion sur les défis, les opportunités et les bonnes pratiques engendrés par la révolution numérique et la transformation digitale.

La sixième édition, qui s'articule autour de six importants axes, s'est accrochée à un ensemble de partenaires stratégiques pour implémenter son programme riche en contenu. Comme lors des précédentes éditions pour lesquelles un bilan « positif » a été dressé par la coordonnatrice générale d'Osiane 2022, Splendide Lendongo, cette année l'architecture faite de conférences, ateliers, formations, expositions, s'enrichit de programmes innovants et factuels.

Sur la liste des activités majeures à retenir, Luc Missidimbazi, président de Pratic, a dévoilé en premier le « Village start-up Osiane » qui voudrait concilier les start-up et les grandes entreprises afin de bâtir des clusters durables. L'objectif est d'offrir aux entreprises, jeunes porteurs de projets et investisseurs un espace de réseautage, un lieu d'expression, d'échanges et de saisir



Luc Missidimbazi au centre, encadré par Philippe Bouiti Viaudo et Splendide Lendongo

l'opportunité de participer à un événement mondial Vivatech, à Paris, en France. Cette initiative qui offre une opportunité aux start-up congolaises est soutenue par Obac, un cabinet de conseils stratégiques et financiers spécialisé sur l'Afrique centrale et à vocation de banque d'affaires, dirigé par le congolais Philippe Bouiti Viaudo.

Osiane 2022 organisera une conférence postale de l'Afrique. Le forum qui se tiendra sous la houlette de l'Arpce se donne comme défi de participer à l'accélération de la transformation

du secteur postal par la diversification des services numériques. « L'objectif du forum est de créer une plateforme des acteurs des services postaux, afin de faciliter la création collective des services innovants d'intérêt public et d'obtenir des institutions », a souligné Luc Missidimbazi.

Un autre axe majeur de cette édition est la tenue à Brazzaville d'une conférence des directeurs et responsables des systèmes informatiques de l'Afrique centrale. Sur le thème « Le DRSI au cœur de la transformation numérique des entreprises à l'ère de la civili-

sation techniquement soutenable », ce rendez-vous vise à renforcer le rôle des DRSI dans les entreprises privées et publiques, ainsi que les institutions, en donnant un espace d'échanges et en tirant le meilleur parti des innovations en informatique.

Dans le prolongement des partenariats publics privés (PPP) des télécommunications et numériques entamés depuis les précédentes éditions, Osiane 2022 a prévu une conférence sur comment adapter le meilleur PPP pour le numérique, avec comme objectif d'apporter une

meilleure connaissance des aspects juridiques, réglementaires, techniques et financiers pour identifier les facteurs de succès pour établir des infrastructures durables.

#### Des acteurs de haut niveau et des partenariats stratégiques

Des représentants et acteurs de plusieurs pays, des institutions internationales d'envergure, un programme éclectique, Osiane 2022 que soutient une fois de plus le gouvernement congolais annonce un zeste d'innovation à la hauteur des attentes.

C'est dans l'élan de promouvoir davantage les acteurs et leurs innovations, mais surtout de rechercher de meilleures convergences autour de ces technologies transversales, que se situe l'engagement du salon à soutenir les réflexions qui vont jaillir sur la manière dont la sous-région d'Afrique centrale doit repenser ses transformations durables.

Acteur clé de l'écosystème numérique du Congo, l'Arpce, co-organisatrice du salon, estime porter un regard lucide sur l'impact du digital sur l'économie du pays et celle de la sous-région. C'est ce qui justifie, sans doute, son implication dans les projets à forte valeur ajoutée sur les meilleures perspectives du dynamisme des écosystèmes numériques, à l'image d'Osiane qu'il soutient fortement depuis six ans.

Quentin Loubou



**OUVERTURE DES LIGNES**

**ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!**

après une interruption momentanée de la ligne Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce la relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo



**Brazzaville**

**ETOUMBI - KELLE**

tous les

MARDIS

SAMEDIS



**Brazzaville**

**ETOUMBI - MBOMO**

tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com

Phone: 05 728 88 33/ 06 587 44 60

contact@oceandunord.com

Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsalémé Mikalou.

## NÉCROLOGIE



La famille Mayinguidi a la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur fils, frère, oncle, cousin et père Abraham Christian Mayinguidi, survenu le 4 mars 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire a lieu au n°701 de la rue Fylla-Jean-Baptiste au marché Boureau, à Makélékélé.

L'inhumation a lieu samedi 19 mars dans le district de Goma Tsé-Tsé, dans le Pool..

## « Académie du Leadership féminin », Brazzaville les 24, 25 et 26 mars 2022

# DEVENEZ UNE FEMME LEADER ET ENTREPRENEUSE FORMÉE ET AVERTIE !

Que vous soyez porteuse de projet ou entrepreneuse, cadre d'entreprise, de l'administration ou du secteur associatif, employée ou étudiante, vous vous êtes certainement demandée quelles qualités il faut posséder pour asseoir son leadership, et envisager avec sérénité le bon déroulement et le succès de ses projets, personnels et professionnels ?

Pour le découvrir, nous vous invitons à l'Académie du Leadership féminin, les 24, 25 et 26 mars 2022 à Brazzaville, à Canal Olympia, pour une session de sensibilisation et formation de très haut niveau, qui va allier apprentissages, décontraction, moments de sidération en se découvrant mieux soi-même, et d'émotion en comprenant quelles ont été ses erreurs marquantes et comment y remédier désormais !

L'Académie du Leadership féminin est un programme soutenu et parrainé par **Madame Danièle SASSOU NGUESSO**, entrepreneuse sociale et fondatrice-Présidente de la fondation SOUNGA, qui porte la parole des Femmes et de l'équité du Genre depuis de nombreuses années, en Afrique et bien-au-delà, notamment au sein d'organismes internationaux. Concrètement, l'Académie s'est développée il y a 3 ans au Congo Brazzaville, et permet de découvrir les rudiments et subtilités de l'entrepreneuriat et du Leadership féminin. Il s'agit d'une plateforme d'échanges et de renforcement des compétences où vous allez pouvoir grandir et prendre de la maturité en découvrant ou renforçant les bases du leadership féminin, afin d'accentuer votre confiance et estime en vous ! Mais aussi vous rompre au « BaBa » en matière d'entrepreneuriat féminin, afin de pouvoir « vendre » votre projet de création d'activité à vos futurs prospects et partenaires !

Ces enseignements suivent des méthodes pédagogiques éprouvées pour être accessibles à toutes, et s'appuient également sur le témoignage de femmes leaders et entrepreneuses qui viendront partager leurs parcours et leurs expériences ! Ainsi, les participantes

pourront mettre à profit tous les moments forts vécus à l'Académie dans leurs vies professionnelles, privées et familiales, comme peuvent en attester les plus de 250 participantes ayant suivi le cursus de l'Académie du Leadership féminin ces dernières années !

Plus globalement, à l'image des sessions précédentes de Brazzaville et Pointe-Noire, les employeurs sont également mobilisés pour encourager leurs ressources humaines féminines à suivre cette formation, afin de pouvoir être plus performantes dans les emplois occupés, au regard de la montée en compétences vécue en matière de confiance en soi, capacité à s'exprimer en public, gestion de projet etc.

Si vous voulez découvrir comment comprendre et acquérir les valeurs, savoir-faire, le talent de persuasion et la motivation « intrinsèque », qui vont changer votre propre vision de vous-même et vos interactions avec les autres, inscrivez-vous dès maintenant :

**Prix : 10.000 FCFA donnant droit à 3 jours de formation**

### Programme des 3 jours :

#### **JOUR 1: Fondamentaux et travaux pratiques sur l'entrepreneuriat féminin**

- S'approprier les fondamentaux pour présenter un projet en public
- Découvrir le cadre méthodologique du plan d'affaires
- S'investir au sein d'un concours de création d'entreprise et d'éloquence

#### **JOUR 2 : Fondamentaux et travaux pratiques sur le Leadership féminin**

- S'approprier les fondamentaux pour améliorer ses relations professionnelles et personnelles, et mieux appréhender son propre style de leadership
- S'initier au renforcement de l'estime de soi et de la confiance en soi
- S'approprier des outils simples sur la gestion du temps, les modes de collaboration etc.

#### **JOUR 3 : Journée de Coaching collectif, remise des diplômes, cocktail de clôture**

- Coaching et partages d'expériences avec la coach ivoirienne **Jeanne SISSOKO ZEZE**
- Discours de clôture et témoignages des participantes
- Remise des diplômes, prises de photos et vidéos
- Réseautage-échanges entre participantes
- Cocktail de fin

L'ensemble de la session se tiendra sous le parrainage, et en présence, de **Madame Danièle SASSOU NGUESSO**, avec le concours d'une équipe de formateurs internationaux spécialisés dans l'entrepreneuriat et le Genre, et les témoignages de femmes congolaises aux parcours personnels et professionnels inspirants pour leurs sœurs africaines.

**SOUNGA**  
FEMMES DE DEMAIN

## ACADÉMIE DU LEADERSHIP FÉMININ

3<sup>ème</sup> ÉDITION

CONFÉRENCES • ÉCHANGES • COACHING

Nelson Cishugi, Sefora Kodjo, Jeanne Sissoko Zeze, Danièle Sassou Nguesso, Paule-Marie Assandre, Cyril Laurent

**DU 24 AU 26 MARS 2022**

A partir de **08H30**

Participation **10.000 FCFA**

**CANAL OLYMPIA**  
Brazzaville

**LIEUX DE VENTE DES TICKETS**

**À BRAZZAVILLE**

- **Fondation Sounga** : 1022 rue Ndouo Brazzaville, plateau des 15 ans, sur l'avenue des 16ème. +242 06 987 56 56
- **Médical Optique Brazzaville** : Immeuble Cotrade, à côté de la Tour Nabemba. +242 04 480 81 81
- **Onglerie** : Rond-point City Center à côté de la direction générale de l'ARC. +242 06 930 30 37

**À POINTE-NOIRE**

- **Medical Optique Pointe-Noire** : Centre-ville derrière la SNE, en face de SUECO. +242 06 922 49 49

**CANAL OLYMPIA** **BES** **AXELI** **VOX TV**

## SÉNAT

## Matata Ponyo exige un débat en plénière sur le dossier Bukangalongo

L'ancien Premier ministre entend élucider, devant ses pairs, les raisons du rejet de la décision de la justice par le président de la chambre haute du Parlement.

La rentrée parlementaire est l'occasion choisie par le sénateur et ancien Premier ministre de la République démocratique du Congo, Augustin Matata Ponyo, pour charger le président du Sénat, l'imputant de rechercher son accusation et sa condamnation dans le dossier Bukangalongo. Dans une lettre adressée à ses collègues sénateurs, datant du 14 mars, il a sollicité leur implication afin que la question soit débattue en plénière de la chambre haute du Parlement pendant la session de mars.

Augustin Matata Ponyo considère que le président du Sénat est personnellement impliqué dans la nouvelle démarche de la Cour constitutionnelle et de la Cour de cassation le visant. Il s'insurge contre l'attitude de Modeste Bahati dans la gestion du dossier Bukangalongo et du soutien accordé par le bureau du Sénat à la Cour constitutionnelle dans tous les actes posés contre sa personne. « ... je ne reçois de lui que de lettres m'envoyant de réquisitoires de la justice et de levée des



immunités. Par ailleurs, ... il a plusieurs fois refusé le débat sur mon dossier en violation flagrante des textes qui régissent le fonctionnement de notre chambre », a-t-il écrit.

Pour Augustin Matata Ponyo, le revirement de la Cour constitutionnelle, manifestée par la transmission du dossier Bu-

kangalongo à la Cour de cassation, relève d'une machination orchestrée contre sa personne en complicité avec le bureau du Sénat dans l'objectif d'obtenir sa condamnation. « J'ai souhaité vous saisir directement parce que, comme vous le savez bien, le président du Sénat est en complicité avec le Parquet

près la Cour constitutionnelle pour obtenir coûte que coûte ma condamnation et mon emprisonnement », a-t-il précisé.

Matata Ponyo estime qu'un débat en plénière du Sénat devrait permettre aux Congolais de connaître les raisons justifiant le rejet de la décision de la Cour constitutionnelle par le

président de ladite chambre du Parlement et sa non application par les autres institutions, notamment les parquets près la Cour constitutionnelle et de cassation ainsi que la Direction générale de migration. Il note, à cet effet, que ces procédures sont en violation de la Constitution (alinéa 1 de l'article 168) qui stipule que « les arrêts de la Cour constitutionnelle ne sont pas susceptibles d'aucun recours et sont immédiatement exécutoires ».

L'ancien Premier ministre dénonce « une injustice flagrante » à son endroit et dit ne pas comprendre les motivations de la justice alors que la plénière du Sénat, en date du 15 juin 2021, s'était prononcée contre l'autorisation des poursuites judiciaires à son égard. Dans son argumentaire, il a également rappelé l'arrêt de la Cour constitutionnelle rendu le 15 novembre 2021, par lequel elle se dit incompétente de juger un ancien Premier ministre. « Par la même occasion, la Cour constitutionnelle a indiqué clairement qu'aucune autre juridiction d'ordre judiciaire, y compris la Cour de cassation, ne peut me juger; non seulement sur le dossier Bukangalongo... », a-t-il indiqué dans sa lettre.

**Jules Tambwe Itagali**



MEILLEURS  
PRODUITS  
D'ASSURANCES  
AUX MEILLEURS  
PRIX

## SOCIETE YA BISO

### MOKO BANA MBOKA



Assurance tous risque  
chantier



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie

PLUS DE 50 ANS DE METIER,  
LEADER DES ASSURANCES

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE  
DU CONGO



## PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

# Félix Tshisekedi de retour à Kinshasa après un séjour privé en Belgique

Seuls le président de l'Assemblée nationale, Mboso Nkodia Mpuanga; le président du Sénat, Bahati Lukwebo; et le Premier ministre, Sama Lukonde, ont été habilités à accueillir le chef de l'Etat au bas de l'avion, le 17 mars, à l'aéroport international de N'Djili.

Visiblement ému, le président Félix Tshisekedi, sourire aux lèvres avec sa minerve au cou et plein de vitalité, a salué les autorités civiles et militaires venues l'accueillir. Il est rentré d'un séjour à Bruxelles, en Belgique, lié à un check-up médical où une hernie discale dans la région cervicale a été diagnostiquée, nécessitant une prise en charge médicamenteuse et non chirurgicale.

Quelques militants des partis membres de l'Union sacrée ont bravé la pluie pour accueillir le chef de l'Etat, calicots et drapeaux en main, entonnant des chants patriotiques et religieux. Interrogés sur le sens de leur présence à l'aéroport, tous n'ont juré que par leur soutien indéfectible au président de la République, incarnation, selon eux, du progrès social en République démocratique du Congo. Ils ont, séance tenante, imploré le Dieu tout puissant à manifester sa grâce et donner longue vie au cinquième président du Congo indépendant.



Le couple présidentiel à sa descente de l'avion./DR

Après un court rafraîchissement au pavillon présidentiel et après avoir pris un bain de foule, le cortège s'est mis en branle sûr le boulevard Lumumba, sous des ovations nourries des Kinois. Arrivé au lieu de l'incendie qui s'est déclaré aux premières heures de la matinée au quartier Debonhomme, dans la commune de Matete, le président Tshisekedi s'est arrêté un instant pour s'enquérir de cet incident malheureux causé par des mauvaises conditions d'entreposage du carburant.

Sur place, le chef de l'Etat a eu droit aux explications sur les circonstances du drame dont le bilan provisoire fait état d'un mort, de plusieurs brûlés au second degré, des maisons d'habitation réduites en cendres et une dizaine de véhicules calcinés. Le couple présidentiel a, par la suite, fait le constat d'un champ de ruines dans ce quartier commercial. Après avoir reçu le rapport préliminaire des autorités municipales trouvées sur le lieu, le président de la Ré-

publique a instruit les services urbains afin que pareil drame ne se reproduise plus. Selon les témoignages, le feu serait parti d'un dépôt de stockage de carburant dans ce quartier commercial avant de s'embraser dans toutes les maisons commerciales. Des entrepôts de stockage des produits pétroliers ne répondant pas aux normes devraient être démantelés.

Rappelons qu'au lendemain de son arrivée dans la capitale belge, une polémique, mieux, des supputations avaient envahi les réseaux sociaux et certains médias, au sujet de l'état de sa santé, le présentant tantôt pour empoisonné, tantôt ayant fait l'objet d'une intervention chirurgicale à cœur ouvert. La manipulation a fini par faire place à la vérité après avoir pris le chef de l'Etat pour mort. Comme quoi, le retour du couple présidentiel est venu mettre fin à toutes les spéculations autour de son état de santé.

Alain Diasso

## INCENDIE À MATETE

# Le ministre des Hydrocarbures envisage la fermeture de tous les dépôts de carburant clandestins

Un incendie s'est déclaré, la soirée du 16 mars, dans un dépôt de carburant au quartier Debonhomme, dans la commune de Matete, à Kinshasa. Le ministre en charge des Hydrocarbures, Didier Budimbu, a indiqué qu'une commission sera déployée sur le terrain dans deux jours, pour identifier tous les dépôts de carburant clandestins et procéder à leur fermeture.

Descendu le soir même sur le lieu du drame, Didier Budimbu a exprimé sa désapprobation d'apprendre que la propriétaire du dépôt où l'incendie s'est déclaré serait un cadre de son ministère. Il a annoncé qu'une brigade des hydrocarbures sera mise en place dans les tout prochains jours en vue d'éviter que de tels incidents se produisent.

Cet incendie est parti d'un dépôt d'essence juste derrière le siège du Parti lumumbiste unifié, à côté de la station d'essence Engen, sur le boulevard Lumumba. Le feu, notent des sources, s'était propagé avec fureur. Alors que le ministère des Hydrocarbures a annoncé la mort d'une personne suite à cet incendie, le ministre provincial de l'Intérieur, Didier Tenge Te Litho, qui était également arrivé sur place, a déclaré qu'il n'y a eu aucune perte en vie humaine.

Cependant, les images partagées sur les réseaux sociaux montrent une personne brûlée à un degré supérieur, qui se débattait et que les personnes présentes en ces lieux étaient en train de secourir, lui aspergeant de l'eau pour atténuer les effets du feu et de la chaleur. Sur le plan matériel, plusieurs dégâts auraient été enregistrés jusque dans certaines parcelles avoisinantes. Cet incendie serait, selon des témoins, lié aux mauvaises conditions d'entreposage. Des sources indiquent qu'il a été provoqué par une motopompe qui aurait explosé.

Lucien Dianzenza



Des pompiers au lieu de l'incendie/DR

7<sup>e</sup> ÉDITION OUAGA FILM LAB

## Douze projets seront sélectionnés

L'appel à projets pour la 7<sup>e</sup> édition du Ouaga Film Lab vient d'être lancé en ligne à l'endroit des cinéastes de tous les pays du continent africain. La date limite de l'appel à candidatures est fixée au 15 mai.

Initié depuis sept ans par le collectif « Génération films », Ouaga Film Lab se veut un laboratoire de développement et de coproduction de projets cinématographiques en Afrique subsaharienne. En effet, l'initiative permet des rencontres entre expert(e)s et talents du continent et leur réseautage avec les plateformes professionnelles du reste du monde.

« Ouaga Film Lab, c'est avant tout un incubateur majeur de cinéma en Afrique qui s'appuie sur la préparation des compétences des producteurs (trice)s, réalisateur (trice)s, afin de renforcer leurs connaissances artistiques et techniques et faciliter ainsi leur accès aux fonds nationaux et internationaux de financement », souligne le comité d'organisation.

Pour cette édition 2022, quelques ajustements ont été faits. En termes de nouveauté, l'appel à projets est désormais ouvert à tous les pays du continent africain, pour des projets de longs métrages, fiction ou documentaire, et de séries,



fiction ou documentaire. Au total, douze projets seront sélectionnés sur la base de leur qualité artistique et de la sensibilité du sujet abordé. A l'instar des précédentes éditions, les porteurs de projets de films retenus bénéficieront d'un programme d'incubation sous forme d'ateliers de formation, de masterclass, de mentoring, de one to one et de pitches. Et à la fin du Lab, de nombreuses bourses de résidence

d'écriture aussi bien en Afrique qu'en Europe seront décernées aux meilleurs projets. « La formation se déroulera en mi-septembre prochain à Ouagadougou. Les dates exactes seront communiquées dans les meilleurs délais, selon l'évolution de la situation sanitaire », a précisé le collectif Génération films, dans un communiqué.

Merveille Atipo

## APPEL À CANDIDATURES

## Des showcases pour des musiciens africains

L'appel est ouvert aux musiciens africains (artistes solo, groupes, DJ, etc.) basés sur le continent. Tous les genres musicaux sont acceptés. Les participants doivent avoir plus de 18 ans.

Les musiciens africains basés sur le continent sont invités à déposer leur candidature afin de s'inscrire pour se produire à Acces, aux showcases organisés lors de la conférence musicale Acces qui auront lieu du 24 au 26 novembre 2022, à Dar es-Salaam, en Tanzanie. La date limite d'envoi est fixée au 10 avril, la participation est gratuite.

Acces offre une plateforme pour les talents africains émergents de se produire devant un public diversifié de programmeurs de salles, de directeurs de festivals, de bookers, de maisons de disques et d'autres représentants de l'industrie musicale locale et internationale.

Les concerts soutenant des partis politiques ou des confessions religieuses ne sont pas autorisés. Les artistes ou groupes sélectionnés recevront un cachet modeste, ceux qui sont basés hors de Dar es-Salaam bénéficieront d'un hébergement (en lien avec le concert) et d'un per diem. Acces mettra à disposition le matériel son et lumières ainsi qu'un backline standard.

Seul un manager peut être inclus dans le groupe et obtiendra du soutien offert par Acces aux autres membres du groupe, etc.

Les candidats qui ont la capacité d'offrir une prestation live exceptionnelle et qui sont prêts pour la scène internationale seront acceptés. Toutes les candidatures doivent s'appuyer sur une prestation live et de la musique originale.

Outre des showcases, il y a aura aussi des tables rondes, des ateliers, des espaces de networking, un espace d'exposition, des visites de lieux-clés de l'industrie musicale dans la ville hôte, etc.

Pour postuler, les candidats doivent créer un profil (si vous ne l'avez pas) dans la section Music in Africa Artistes et Industrie en utilisant ce lien : <https://www.musicinafrica.net/fr/user/register>, et doivent s'assurer que leur profil est complet et à jour, c'est le profil que le comité de sélection examinera.

Voici un exemple de profil : <https://www.musicinafrica.net/node/9993>. Votre profil doit inclure : une biographie claire ; au moins trois chansons récentes ; au moins une vidéo de concert ; au moins deux photos promotionnelles en haute résolution ; des liens vers les réseaux sociaux.

Les formulaires de candidature en ligne peuvent être déposés par les artistes eux-mêmes ou par les représentants des artistes ou groupes (managers, éditeurs, labels, agents, etc.).

N.B : si votre profil a été déjà créé par un contributeur de Music in Africa, suivez les étapes en ligne pour le réclamer. Une fois que

vous avez le contrôle de votre profil, assurez-vous de mettre à jour les informations. Une même adresse e-mail ne peut être utilisée qu'avec un seul profil Music In Africa.

Le transport local (en lien avec le concert) sera assuré ainsi que les frais de visa seront remboursés sur présentation de reçus et les frais liés aux tests covid, dans le cas où ils seraient requis pour voyager, ces frais seront retournés sur présentation de reçus.

Après Dakar (2017), Nairobi (2018), Accra (2019), Johannesburg (2021), la cérémonie d'ouverture Acces 2022 du 24 novembre à Dar es-Salaam sera suivie de la remise du prix d'honneur Music in Africa et un grand hommage sera rendu aux artistes africains qui ont apporté d'immenses contributions aux industries musicales et culturelles de leur pays et de toute l'Afrique. Acces est un événement commercial panafricain permettant aux acteurs de l'industrie musicale d'échanger des idées, de découvrir de nouveaux talents et de créer des liens commerciaux. Il se tient chaque année dans une ville africaine différente, attirant des acteurs actifs de l'industrie musicale du monde entier. Acces est organisé par la Fondation Music in Africa, une organisation panafricaine à but non lucratif, en partenariat avec Reeperbahn Festival International, Siemens Stiftung et Goethe-Institut.

Rosalie Bindika

## Classement des dix langues les plus parlées au monde

Plus de sept mille langues vivantes sont recensées à travers le monde. Certaines sont parlées par des millions de personnes, tandis que d'autres ne survivent que parmi une poignée d'individus.

Le comptage des langues prend en compte à la fois les personnes qui les parlent comme langue maternelle ou seconde langue. Il est ainsi établi un classement des langues les plus parlées dans le monde

## 10- L'indonésien

Avec un peu moins de 200 millions de locuteurs, l'indonésien est la dixième langue la plus parlée au monde. Langue officielle de l'Indonésie (qui compte près de 270 millions d'habitants), elle est aussi couramment parlée au Timor oriental. Viennent ensuite l'urdu, l'allemand, le japonais, le swahili, le marathi, le telugu ou télougou, puis le turc.

## 9- Le portugais

C'est grâce aux anciennes colonies portugaises que le portugais est aujourd'hui encore aussi répandu dans le monde – 252 millions de personnes le parlent. Les Lusophones communiquent dans des pays tels que l'Angola, le Mozambique, la Guinée-Bissau, le Brésil, Goa, le Cap-Vert, São Tomé-et-Príncipe, et Macao.

## 8- Le russe

Principalement parlé en Russie et dans les pays limitrophes, le russe est utilisé par 258 millions d'habitants pour communiquer. Héritage de l'ex-URSS, la langue russe est d'usage dans d'anciens pays du bloc soviétique : l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan et le Kirghizistan, dans les Etats baltes (Lettonie, Lituanie, Estonie). On trouve aussi des russophones en Abkhazie, Ossétie du Sud et Transnistrie. Le russe est toujours prisé dans les pays du bloc de l'est, en Europe centrale, et on le parle toujours dans l'Etat américain de l'Alaska.

## 7- Le bengali

Première langue parlée au Bangladesh, le bengali – ou bangla – est aussi la deuxième langue la plus parlée en Inde. A l'échelle mondiale, elle est parlée par 265 millions de personnes.

## 6- L'arabe

Presque à égalité avec le français, l'arabe est parlé par 274 millions de personnes dans le monde. En France, l'arabe est la deuxième langue la plus parlée (trois à quatre millions de locuteurs).

## 5- Le français

En cinquième position des langues les plus parlées dans le monde, le français est principalement parlé en Europe, mais courant sur chaque continent. 277 millions de personnes le parlent. C'est notamment la langue officielle de plusieurs pays africains (Congo, Burkina Faso, Gabon, Sénégal, République du Congo, Côte d'Ivoire...). La Belgique, le Luxembourg et la Suisse ont aussi le français comme langue officielle en Europe, de même que les îles de Jersey et Guernesey, de manière symbolique.

## 4- L'espagnol

On recense 538 millions d'hispanophones à travers le monde, et surtout en Amérique latine, où c'est la langue officielle de la plupart des pays, de même qu'en Espagne. La Guinée équatoriale est le seul pays en Afrique dont l'espagnol est la langue officielle. L'on trouve aussi de nombreux hispanophones aux Etats-Unis (Californie, Nouveau-Mexique et le Texas – les documents officiels sont émis en anglais et en espagnol).

## 3- Le hindi

La langue officielle de l'Inde (avec l'anglais) est parlée par 637 millions de locuteurs à travers le monde. Le hindi est une langue récente – elle a moins de deux siècles- Elle est utilisée par la moitié de la population indienne.

## 2- Le chinois mandarin

1,012 milliard de personnes ont pour langue native ou seconde langue le chinois mandarin, aussi appelé « putonghua », qui est l'une des six langues officielles de l'ONU, avec l'anglais, l'arabe, l'espagnol, le français et le russe. Le mandarin est notamment très répandu en Chine (le nord-est du pays), à Singapour, à Taïwan, en Malaisie, en Indonésie ou au Royaume-Uni.

## 1- L'anglais

Avec 1,268 milliard de personnes qui parlent l'anglais à travers le monde, cette langue est officielle dans plus d'une cinquantaine de pays, notamment au Royaume-Uni, en Australie, aux Etats-Unis ou au Canada, mais de nombreux Etats du Commonwealth ont aussi l'anglais comme langue officielle (Afrique du Sud, Sri Lanka, Inde, Ghana, Nigeria, Kenya, Mozambique...

Noël Ndong

## BASKETBALL

## Les championnats de Brazzaville débutent le 19 mars

La ligue départementale de basketball de Brazzaville lancera ses championnats, pour le compte de la saison 2021-2022, le 19 mars, respectivement: au stade d'AVR; Antonio-Agostinho-Neto; à l' Ecole militaire préparatoire général Leclerc; aux gymnases Maxime-Matsima et D'Ornano; au CEG Nganga-Edouard et au lycée Thomas-Sankara.

La compétition mettra aux prises quinze clubs, repartis en deux groupes dans la catégorie seniors hommes. Basketball club Massengo (BCM), AS Thomas Sankara, Etoile du Congo, AS Grandeur (AS G), le Club athlétique renaissance aiglons (Cara), Avenir du rail (AVR), Anges noirs basketball Club 2 (ANBC) Ombre céleste composent le premier groupe puis ANBC 1, Patronage, Interclub, Diables noirs, Réconciliation basket club, Racing club olympique (RCO) et Liber basket forment le second groupe.

Lors de la première journée, le Cara jouera contre Ombre céleste puis AVR croisera AS Thomas au gymnase D'Ornano. Au gymnase Maxime-Matsima, ANBC1 affrontera BCM puis AS G jouera contre ANBC2. Le 20 mars, les Diables noirs accueilleront RCO, Patronage croisera RBC puis Etoile du Congo jouera contre Liber. Au premier tour, les rencontres se joueront en aller simple et les huit premières équipes seront qualifiées pour le second tour des play-offs.

Chez les seniors dames, Interclub 1 et 2, AVR, Anges noirs, Brazza-basket, Etoile du Congo, Diables noirs



Inter-Etoile en seniors dames lors de la dernière saison/Adiac

et Ecole de basketball du Congo sont placées en poules uniques. Le championnat se jouera en aller et retour avant d'entamer les rencontres à élimination directe. Lors de la première journée, les deux formations d'Interclub vont s'affronter entre elles. Le 20 mars, AVR croisera ANBC avant l'Etoile du Congo-ECB. Brazza-basket accueillera

quant à elle les Diables noirs. Chez les cadets et les juniors, les Diables noirs joueront contre AVR, ECB affrontera AS G. Le Cara accueillera Génération miracle. Les deux clubs d'Inter vont s'affronter entre eux. ANBC croisera BCM. Les rencontres Patronage-Etoile du Congo (cadets) et RBC-Etoile du Congo (juniors) font exception.

Outre les rencontres des championnats, la ligue de basketball de Brazzaville lancera également les éliminatoires de la Coupe de la ville seniors. Les rencontres se joueront en élimination directe. Le Cara, vainqueur de la dernière édition, est exempté du premier tour. Au programme chez les messieurs, Interclub accueillera Ombre céleste. AVR af-

frontera AS Thomas. AS G recevra RCO. Etoile du Congo jouera contre RBC. Liber accueillera BCM, Diables noirs 1 affronteront ANBC2 avant ANBC1-Patronage. Chez les dames, Interclub1-Diables noirs, Etoile -ECBAVR-AS Thomas, Brazzabasket-ANBC et AVR-Interclub 2 sont des premières rencontres.

**James Golden Eloué**

## MOIS DE LA FEMME

## Le Fawe Congo exhorte la gent féminine à la pratique du sport

Lors d'une matinée sportive organisée le 17 mars, à Brazzaville, par le forum des éducatrices africaines (Fawe) antenne Congo, la présidente de cette structure, le colonel Aline Olga Lonzaniabeka, a invité les étudiantes de l'Institut supérieur de l'éducation physique et sportive (ISEPS) à s'illustrer dans l'exercice des activités sportives.

S'inscrivant dans le programme d'activités du Fawe, la matinée sportive a permis aux spectateurs de découvrir avec joie le savoir-faire des femmes et filles évoluant à l'ISEPS.

La présidente du Fawe Congo, qui est par ailleurs présidente d'honneur du club de handball Abo sport et de la section boxe d'Inter Club, a, pendant cette matinée de rencontre et d'échange, encouragé les jeunes filles à l'apprentissage des disciplines sportives. Elle leur a expliqué la nécessité du sport tout en leur demandant de s'impliquer totalement dans le sport.

« Nous voulons que les femmes s'illustrent aussi dans les travaux dits des hommes. Nous sommes en mars, alors nous devons booster les femmes à présenter une image positive



La visite de l'ISEPS par la délégation du Fawe/Adiac

d'elles tout en gardant leur côté féminin. Le sport est un vecteur de cohésion sociale et la femme aussi incarne l'unité. Nous souhaitons avoir des championnes dans toutes les disciplines spor-

tives », a souligné Aline Olga Lonzaniabeka.

Afin de répondre implicitement à la présidente de la Fawe, ces futures professeures de l'éducation physique ont mis en pratique,

sur l'aire de jeu du gymnase Maxime-Matsima, leurs cours de sport à travers des démonstrations de judo, de basketball, de la gymnastique artistique, du handball et d'autres disciplines.

« Je suis très surpris de voir comment les femmes soulèvent et font chuter les hommes. Francement, elles font peur car tu peux les sous-estimer dans la rue alors qu'elles sont de vraies judokates. Celles de la gymnastique aussi sont magnifiques », a lancé un spectateur.

Au terme des démonstrations, une visite guidée des installations de l'ISEPS a été organisée. Il ressort que les conditions de travail du personnel enseignant et d'apprentissage des étudiants ne sont pas du tout réunies. A en croire un étudiant en master, dans cet établissement d'enseignement supérieur, il manque presque tout. Il n'y a pas de toilettes, pas de salle de bain ni des vestiaires. Même l'eau ne coule plus des robinets.

**Rude Ngoma**

## KOUILOU

## Une réflexion en vue sur l'économie du département

La journée économique du Kouilou se tiendra le 22 mars, à l'hôtel du Conseil départemental, à l'initiative de la chambre consulaire de Pointe-Noire en partenariat avec la préfecture et le Conseil départemental du Kouilou, grâce au soutien de l'Union européenne. Elle sera placée sous le patronage du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso.



La journée sera faite de conférences et débats pour réfléchir collectivement à ce que sera l'économie du département du Kouilou. Cette initiative se veut être très inclusive et prévoit de réunir un spectre étoffé d'acteurs allant des entreprises à la société civile en passant par les institutionnels.

En effet, la journée économique du Kouilou prétend être un moment privilégié pour entendre des conférenciers issus du domaine économique et des experts sectoriels. Ceux-ci poseront non seulement un regard éclairant sur les sujets économiques de l'heure et les enjeux à venir pour les entreprises mais également partageront leur expérience et leur point de vue sur un Kouilou en quête de développement.

Ce sera l'occasion de mettre en avant les potentialités d'investissements

offertes par le département en vue de permettre aux opérateurs économiques de se rencontrer et de tisser des partenariats. Il s'agira aussi d'une belle initiative à bien mettre en œuvre, en cette période complexe, marquée par la crise économique pour préparer la reprise et le développement dans cette partie du pays. Notons que cette journée économique s'inscrit dans le cadre des activités de la deuxième composante de la phase 2 du programme de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales, financé sur fonds européen. Composante relative à l'amélioration du climat des affaires et dont le volet accès à l'information a donné lieu au développement de la plateforme Liziba, ayant profité aux douze départements du pays en faisant rehausser leurs atouts respectifs.

**Hugues Prosper Mabonzo**

## INSÉCURITÉ

## Un enfant enlevé dans une école à Ngoyo

Le service du commandement territorial de la police judiciaire du Kouilou et de Pointe-Noire, que dirige le colonel de police Edgard Brice Sosthène Malanda, a présenté le 15 mars deux individus âgés d'une vingtaine d'années comme présumés auteurs de l'enlèvement à l'école «Au monde de tout-petits», située à Ngoyo, dans le sixième arrondissement, d'Ivan Stève Tampadi, âgé de 5 ans.

Expliquant à la presse l'interpellation des deux malfaiteurs par son service, le colonel Edgard Brice Sosthène Malanda a signifié que le 2 mars, l'enfant Ivan Stève Tampadi, congolais, âgé de 5 ans et domicilié à Ngoyo, était déposé par ses parents à son école, dénommée «Au monde de tout-petits», et n'était plus rentré à la maison. Les recherches entreprises par le père de l'enfant et la promotrice de l'école n'ont pas été fructueuses.

Et contre toute attente, a poursuivi le colonel, quatre jours plus tard, le père de l'enfant a reçu l'appel d'un inconnu qui s'est présenté à lui sous le prénom de Cédric. Ce dernier lui informait qu'il détenait son enfant et ne pouvait le lui remettre



Les présumés coupables /Adiac

qu'en échange d'une rançon d'un montant de deux cent cinquante mille francs CFA. «Poursuivant nos investigations, nous sommes parvenus à interpeler deux jeunes individus, ces derniers détenaient par devers eux le petit garçon de 5 ans. Identifier formellement, nous nous sommes aperçus que l'un des ravisseurs n'était que

le cousin de cet enfant, ce dernier connaissait parfaitement la famille. Après objet rempli, les deux présumés auteurs des faits, un Congolais de Brazzaville et un autre de la République démocratique du Congo seront présentés au procureur de la République à toutes fins qu'il jugera utiles », a-t-il indiqué.

**Séverin Ibara**

## PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE

## Une délégation des Emirats arabes unis visite les installations portuaires

Conduite par Khaled Ali Alhosani, chargé d'affaires de l'ambassade des Emirats arabes unis en Angola avec juridiction au Congo, la délégation s'est entretenue le 17 février avec les autorités du Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) et celles du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO).

Lors des échanges, Séraphin Bhalat, directeur général du PAPN, a présenté sa structure en s'appuyant sur les projets qui relèvent de son extension et de sa modernisation. Pour l'activité des conteneurs, a-t-il dit, une convention a été signée avec son partenaire Congo terminal, filiale du Groupe Bolloré qui gère le Terminal à conteneurs depuis la signature de la convention de concession en 2008.

Actuellement, le port exécute son plan d'urgence qui consiste, entre autres, à développer le trafic hors conteneurs par la construction de nouveaux quais sur les moles gagnés sur la mer après les travaux de dragage d'envergure effectués. Le plan stratégique 2022-2026, adopté il y a peu, va entraîner des avancées significatives dans les activités qui se développent au port, a-t-il ajouté. Le projet du port de plaisance à construire et aussi celui du port minéralier sont autant de projets qui vont nécessiter l'appui des partenaires, a expliqué Séraphin Bhalat à ses hôtes. De son côté, Ignace Nganga, direc-



teur général du CFCO, a axé son intervention sur l'évolution du trafic ferroviaire ces dix dernières années. Un trafic qui, pour diverses raisons, a connu de sérieuses secousses ces trois dernières années, ce qui a impacté négativement sur son rendement. Selon lui, des investissements conséquents sont attendus pour relever le rail congolais. Cela permettra, entre autres, de donner la vitalité à la voie ferrée par la reprise effective du transport des passagers et celui des marchandises, sans



oublier les minerais se trouvant dans la zone Mbinda-Mt Mbelo.

La construction du Pont route-rail de Kinshasa à Brazzaville et la construction d'un nouveau chemin de fer figurent aussi parmi les projets que le CFCO entend mener.

Afin d'édifier les autorités congolaises sur les potentialités des Emirats arabes unis, une vidéo a été projetée sur le Port d'Abu Dhabi, montrant les infrastructures et les équipements de cette structure ultra moderne.

Cette visite des Emiratis fait suite au

séjour de travail effectué récemment par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, aux Emirats arabes unis. Ces échanges préparent l'arrivée prochaine des investisseurs émiratis appelés à profiter des opportunités d'affaires offertes par le Congo. Les membres du gouvernement Jean-Jacques Bouya de l'Aménagement du territoire, des Infrastructures et l'Entretien routier ; Jean-Marc Thystère Tchicaya, des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande ; Josué Rodrigue Ngounimba, de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat ; Destiné Hermella Doukaga, du Tourisme et des Loisirs ont supervisé ces discussions.

**SOLUTION :**  
Le mot-mystère est : *ambassadeur*

FLÉCHÉS 12x15 SOLUTION • N°2112 • © FORTISSIMOTS 2021

P	S	B	A	G	R									
S	O	U	T	I	E	N	G	O	R	G	E			
I	L	E	R	U	I	N	E	R	A					
I	N	C	A	R	N	E	R	C	I	L				
T	E	K	E	A	A	S	I							
K	I	R	A	R	A	I	R	E	S					
L	E	S	T	V	B	O	U	E						
I	L	O	T	T	O	M	A	N	S					
E	C	U	R	E	U	I	L	U	P					
T	U	R	K	A	N	A	E	B	R	E				
S	E	C	I	E	T	I	E	R						
M	E	U	R	T	R	I	R	E	Z	M				
S	O	I	U	R	U	N	I							
G	R	E	L	O	T	T	A	N	T	E	S			
A	R	E	N	E	S	A	S	S	E					

**MOTS CASÉS 10X13 • N°324**

G	O	N	D	U	L	U	L	E						
R	U	A	I	T	I	T	O	U						
O	U	S	A	G	E	T	E							
G	U	S	C	R	U	E	S							
T	E	N	T	E	S	M								
P	I	E	U	S	A	C	R	E						
I	L	I	F	C	R	O	C							
L	E	U	R	N	E	O	N	S						
A	S	E	A	U	C	D								
F	O	U	F	E	U	E	T							
B	R	E	F	R	A	S	E							
F	E	E	U	S	E	R	L							
A	I	S	T	S	E	T	S	E						

• SOLUTION DE LA GRILLE N°566 •

6	8	4	3	2	9	1	7	5
1	7	5	8	6	4	2	3	9
2	9	3	7	1	5	6	4	8
4	1	8	2	5	7	3	9	6
3	2	6	1	9	8	7	5	4
7	5	9	4	3	6	8	2	1
9	3	1	6	4	2	5	8	7
5	6	7	9	8	3	4	1	2
8	4	2	5	7	1	9	6	3

• SOLUTION DE LA GRILLE N°576 •

4	7	5	9	8	3	2	6	1
1	8	9	2	6	4	5	7	3
6	2	3	5	1	7	8	9	4
2	9	4	3	5	6	7	1	8
8	5	1	7	4	9	6	3	2
7	3	6	8	2	1	9	4	5
3	6	8	1	9	2	4	5	7
5	4	7	6	3	8	1	2	9
9	1	2	4	7	5	3	8	6

**MOTS CASÉS 10X13 • N°325**


- 2 LETTRES**  
CE - DO - DU - MI - NE - NO - OC - OS - TU - US
- 3 LETTRES**  
ANE - BEE - CRU - OIE - OSE - REA - RIA - RUE - SEC - SOU - UNI - USE - VER - VIN - VIS
- 4 LETTRES**  
DAIM - DENI - IBIS - ITOU - LEST - MEUH - MORS - NAGE - SITE - UNAU
- 5 LETTRES**  
ANDIN - AVINE - DEVIS - ENFER - ENFIN - ENNUI - ENVIE - ETUDE - IVRES - NICHE - NOEUD - OPERE - ORNER - SCOUT - SIGLE - SOSIE
- 6 LETTRES**  
MARAUD - NAIADE

LIVRAISON FACON DE PARLER	GALLINACES RESISTER	QUANTITE DE VIN IMBECILE	FAIRE LE PORCEAU ARTICLE	SUJET A LA POURRIERE GARDA EN MAIN	PERIODE SIEGE A NEW YORK
REMBE A NEUF DANS LA PENSERIE					TRANSPIRE
BISON RAVI EN LITTERATURE GILET		ANIMAL BIEN GRILLE	COULE EN ROSE ROBE DE CHEVAL		ADJURE
COURTISANE	COUCHEE SUR LE PAPIER INDESIRABLE			VIELLE VOLANTE A SA CLE	PRENDRE FROID
INCARCERER	EFFONDRE	ENLEVER CRI DE LA SCIENCE	EAU QUI DORT ARRIBES A SUCRE	VILLE DE LA DROME LETTRE GRECOIRE	
BELLE-FILLE BOULE-VERRIER		RICHARD GAZ RARE		POIDS EN CHRE C'EST LA BARBE	AU LARGE DE LA GRECE
DECORETE PRONOM PERSONNEL		CONSULTE PALLADIUM DU CHIMISTE		MO-MEME SUR LE TAPIS	ADVERBE
	CA VAUT PAS GRAND CHOSE				
DEVERSES				OUBLIE	

N	O	S	I	O	P	C	A	D	R	A	N	T	O	B
I	E	C	N	E	I	D	U	A	U	S	T	E	R	E
B	T	U	L	A	C	A	H	C	R	P	A	B	Q	T
U	T	A	Q	U	I	N	O	B	E	A	G	I	U	R
C	O	G	E	S	P	R	I	V	I	L	E	G	E	A
N	R	A	V	U	E	S	E	V	S	M	N	F	N	N
O	G	M	I	S	T	R	A	L	O	A	E	P	I	G
C	S	I	G	R	D	U	F	R	G	R	R	R	A	E
R	P	N	O	I	T	P	U	R	E	E	G	L	M	L
E	E	T	C	O	E	B	E	N	A	S	A	F	E	A
M	C	T	U	C	A	R	D	V	E	N	A	E	D	S
U	I	R	O	N	U	I	N	T	C	I	N	N	C	
L	M	L	E	J	M	S	J	O	A	O	E	O	E	A
P	E	P	I	C	I	E	R	D	F	G	I	Z	L	R
V	N	S	P	O	U	L	E	T	A	J	U	O	G	E

- AGENDA-AUDIENCE-AUSTERE-BISTROT CADRAN-CHACAL-CONCUBIN-ENJEU-EPICIER ERUPTION-ETRANGE-FACADE-FOIRE-FRESQUE
- GALANT-GAMIN-GIBET-GOSIER-GOUJAT GROTT-JURER-LASCAR-LENDEMAIN-MISTRAL-NIOLE-OGIVE-ORQUE-OZONE
- PALMARES-PLUMER-POISON-POULET PREAVIS-PRIVILEGE-REFERENDUM-RENEGAT RUBAN-SPECIMEN-TAQUIN-VAUTOUR VELOCE-VERDICT

• SUDOKU • GRILLE N°577 • DIFFICILE • • SUDOKU • GRILLE N°567 • FACILE •

2		9		3				8
			5			6		
		4			7		9	
		5					4	
		1	3		5	8		
	8					3		
	7		2			1		
		6			9			
5				4		2		6

4			8	2				5
	5		1	3		9		
		7				3		
		3	9		5	2		
1								8
		8	6		1	4		
		2				6		
	1		7		8		5	
9			3	4				2

## ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

## Une cellule de veille syndicale sera mise en place

La structure sera un cadre de dialogue permanent où le ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation ainsi que les différentes structures syndicales vont travailler pour l'aboutissement de plusieurs dossiers dont celui du recrutement des volontaires.

« La cellule de veille syndicale et administrative aura pour, entre autres, missions de concevoir et mettre en œuvre la politique de lutte contre les discriminations dans les recrutements des différents personnels du secteur de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire », a fait savoir le ministre de tutelle, lors d'un échange avec les différentes structures syndicales des volontaires.

A propos du recrutement, le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation,

Jean Luc Mouthou, a indiqué que 2 488 dossiers d'intégration ont été transférés au titre de l'année 2021-2022. Il y a 1 780 arrêtés et 708 décrets. « A ce jour, 621 arrêtés et 246 décrets ont été publiés. Tous les

circuits d'approbation sont actifs », a-t-il précisé. Aussi, près de 500 nouveaux enseignants volontaires ont été enrôlés et attendent la mise en route qui interviendra à la rentrée du troisième trimestre. Il faudra mobi-

liser quarante millions de FCFA à cet effet.

Par ailleurs, sur les arriérés de bourses des enseignants volontaires, Jean Luc Mouthou a signifié que les efforts se poursuivent pour payer les mois de

septembre, octobre, novembre, décembre 2021 et janvier, février 2022.

C'est sur l'ensemble de toutes ces questions que la cellule de veille syndicale et administrative va travailler de concert avec le ministère, évitant ainsi la rupture du dialogue social. Cette cellule aura aussi la responsabilité de recenser les problèmes soulevés par les partenaires sociaux sur la bonne marche du système éducatif... Sa mise en œuvre est prévue dans les tout prochains jours, à en croire le ministre.

Rominique Makaya

**« La cellule de veille syndicale et administrative aura pour, entre autres, missions de concevoir et mettre en œuvre la politique de lutte contre les discriminations dans les recrutements des différents personnels du secteur de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire »**

## COOPÉRATION

## La CEEAC et l'Unicef préoccupés par la situation des enfants et des personnes vulnérables

La commissaire chargée du département de la promotion du genre, du développement humain et social de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Yvette Kapinga Ngandu, s'est entretenue, le 13 mars, avec une délégation du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), conduite par la directrice régionale adjointe du Bureau de l'Afrique de l'ouest et du centre, Félicité Tchibindat.

Les entretiens ont porté sur les moyens de rendre plus vivante la coopération entre la CEEAC et l'Unicef, à travers le plan stratégique 2022-2025, qui vient d'être signé. Ils s'inscrivent aussi dans la ligne droite des échanges tenus à Dakar, le 28 février dernier, entre le président de la commission de la CEEAC, Gilberto Da Piedade Verissimo, et Marie-Pierre Poirier, directrice régionale de l'Unicef en Afrique de l'ouest et du centre,

Ce plan stratégique se doit de favoriser et d'opérationnaliser la mise en œuvre du cadre de coopération qui met en exergue les droits des enfants comme un capital ou un bien public qui mérite une place de choix dans les programmes d'investissement et de développement de chaque pays de l'Afrique centrale. Il se focalise sur trois axes de coopération : l'éducation résiliente, l'enregistrement des naissances et la production des données.

Les échanges ont conforté les responsables des deux institutions qu'il y a nécessité et urgence de produire un tableau de bord régional pour suivre les indicateurs sur les droits de l'enfant et de mener des analyses dans ce sens pour renforcer la prise de décision. Parmi les préoccupations ma-



La séance de travail entre les deux parties/DR institutions présentes lors des échanges.

jeurs du document, il a été relevé l'appel de prendre, dès à présent, toutes les mesures qui permettront aux enfants de la région Afrique centrale d'avoir accès à une éducation de qualité, quelles que soient les conditions aversives de la vie, et de devenir des agents de développement positifs.

C'est dans cette optique, et compte tenu de toute l'importance que prend ce partenariat, que la directrice régionale adjointe de l'Unicef pour l'Afrique de l'ouest et du centre, Félicité Tchibindat, a séjourné au Gabon du 28 février au 4 mars. A noter que la relation entre la CEEAC et l'Unicef a beaucoup évolué ces dernières années. Dans son processus de matu-

ration naturelle, elle pousse les deux parties à œuvrer conjointement pour positionner les droits de l'enfant dans l'agenda politique des dirigeants de la région. Face à un tel avenir prometteur, les responsables des deux institutions ont exprimé leur satisfaction et renouvelé leur volonté d'œuvrer ensemble pour la protection des enfants, la recherche de pistes de réponses à la consolidation des droits des enfants : éducation, santé et enregistrement à la naissance. Toutes ces conventions apparaissent à travers le projet de plan d'action conjoint (2022-2023) que les experts des deux parties ont déroulé pour approbation après amendement des autorités des deux

## Des plaidoyers de haut niveau à mener

La séquence a débouché sur un ensemble de rencontres qui ont été fixées. Des plaidoyers de haut niveau doivent être menés. Notamment, sur la question de l'éducation résiliente, celle de l'enregistrement des naissances et de la production des données liées à la protection de l'enfance, et particulièrement les objectifs à atteindre dans le cadre de ce plan stratégique seront portées sur la table des chefs d'État et de gouvernement à l'occasion des sommets de la CEEAC et des autres rencontres de haut niveau.

Ensuite, le président de la Commission sera sollicité pour porter les préoccupations de l'Afrique centrale sur les sujets évoqués auprès du secrétaire général des Nations unies, António Guterres, et de la directrice générale de l'Unicef, Catherine Russell. Le Bureau régional de l'Afrique de l'ouest et du centre de l'Unicef est chargé de faciliter l'obtention de ces deux audiences.

Par ailleurs, le président de la Commission est invité à présenter un plaidoyer aux côtés de l'Unicef lors du « side event », co-présidé par l'Unicef et l'Unesco, en septembre prochain.

Enfin, une tribune pour un plaidoyer allant dans le même sens devra être réservée aux deux institutions lors de la « Biennale de la culture de la paix » et de la tenue du « Forum d'Afrique centrale pour l'éducation, les sciences, la technologie et l'innovation » qui devront avoir lieu à Kinshasa, à l'occasion de la Journée de l'intégration régionale.

S'agissant de l'augmentation du taux d'enregistrement des naissances, les deux parties ont convenu de la tenue d'une réunion des ministres en charge d'état civil afin de mieux mener le plaidoyer.

Yvette Reine Nzaba